

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/164

3 avril 1997

(97-1360)

Conseil du commerce des marchandises
14 avril 1997

Original: anglais

SRI LANKA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE VI

Demande de prorogation de délai

La Mission permanente de Sri Lanka a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 mars 1997.

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention le fax du 14 mars 1997 que vous nous avez adressé au sujet de la question susmentionnée. Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après les renseignements factuels nécessaires pour l'examen de la demande de prorogation de la dérogation accordée à Sri Lanka:

1. Date de la dérogation initiale: 8 novembre 1988.¹
2. Date de la présentation des documents en rapport avec la mise en application du SH: 12 janvier 1990.²
3. Nombre de prorogations accordées et date des décisions correspondantes: 14, à savoir 24 juillet 1989, 16 juillet 1990, 7 décembre 1990, 1er juillet 1991, 4 décembre 1991, 20 juillet 1992, 3 décembre 1992, 19 juillet 1993, 17 janvier 1994, 21 juillet 1994, 9 décembre 1994, 31 août 1995, 13 décembre 1995 et 18 juillet 1996.
4. Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées: quatre (Australie, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande et Union européenne).
5. Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées: aucun.
6. Etat d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII et description générale des éventuels problèmes: il apparaît maintenant que, bien qu'un pays ait récemment présenté une contre-offre, il faudra encore quelques séries de négociations pour achever les négociations au titre de l'article XXVIII engagées avec les pays susmentionnés. Tout est mis en oeuvre pour terminer les négociations au plus tôt, mais il est peu probable qu'elles aboutissent d'ici au 30 avril 1997.

¹IBDD, S35/23.

²SECRET/HS/26.

7. Perspectives d'aboutissement de la procédure: bien que les autorités sri-lankaises poursuivent les travaux préparatoires pour la suite des négociations, les problèmes de sécurité et l'organisation des élections locales de mars 1997 dans l'ensemble de l'île ont freiné l'achèvement des travaux préparatoires entrepris en vue des négociations. En outre, la contre-offre présentée par une des parties doit faire l'objet d'un examen approfondi, car sa nature la rend extrêmement sensible du point de vue politique. Par conséquent, le gouvernement sri-lankais aura besoin de plus de temps pour mener à bien cet examen. Les travaux préparatoires sont déjà en cours, et l'examen devrait aussi être terminé d'ici quelques mois.

Compte tenu de ce qui précède, Sri Lanka demandera une nouvelle prorogation de six mois, à compter du 1er mai 1997, pour conclure les négociations. Elle tient à remercier les pays concernés de la compréhension dont ils font preuve et à les assurer que, dans ce délai, les négociations seront achevées à la satisfaction de toutes les parties intéressées.